



**10 ans après la victoire du NON de classe
au Traité Constitutionnel Européen...**

**DES COMMUNISTES
DANS ET HORS DU PCF
APPELLENT A SORTIR DE L'EURO
DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'OTAN!**

**Discours prononcés
et déclarations
à l'occasion
du rassemblement
À l'appel des
organisations des
Assises du Communisme
face à l'Assemblée
Nationale parjure
le 30 mai 2015**





Le 30 mai 2015 à l'appel des Assises du Communisme le 10ème anniversaire de la victoire du NON au Traité Constitutionnel Européen (TCE) du 29 mai 2005 a été célébré par une manifestation devant l'Assemblée Nationale parjure. En effet le Traité de Lisbonne, une photocopie du traité rejeté par le peuple à près de 55%, a été adopté par le parlement réuni en congrès en 2008.

Les forces politiques et sociales, notamment la base de la CGT, en appelant à voter NON ont été l'avant-garde militante de la défaite des partis de droite et de gauche du capital, de l'élite bien pensante et des médias unanimes pour imposer le OUI.

Ces mêmes partis et médias ne cessent en vain de culpabiliser le peuple d'avoir soi-disant "mal voté" en faisant croire que le parti d'extrême droite, le Front National, dont c'est aussi la stratégie, est le seul qui rejette la construction européenne. Leur message distillé à longueur d'antenne est « dire NON à l'UE, c'est être FN. »

Les partisans du leurre qu'est « l'europe sociale », consciemment ou inconsciemment, diffusent au fond le même message fallacieux, celui de l'illusion que l'UE peut être autre chose que ce qu'elle est et montre tous les jours: régression sociale, paupérisation, anti-démocratie, liberticide, raciste et guerre.

C'est pour rappeler 10 ans après la victoire du NON du peuple que les communistes organisés dans les Assises du Communisme ont manifesté devant l'Assemblée Nationale pour dire avec force qu'il faut SORTIR DE L'EURO, de l'UE, de L'OTAN pour sortir du capitalisme et bâtir le socialisme.

Les textes qui suivent sont les discours qui ont été prononcés devant cette Assemblée des députés traîtres au peuple qui ont osé bafouer la souveraineté populaire au profit des patrons eurocrates.



2005 - 2015 DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DU NON AU TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN

A L'APPEL DES ASSISES DU COMMUNISME



**COORDINATION
communiste
NORD | PAS DE CALAIS**

rassemblement communiste.org coordcommuniste@numericable.fr

Discours de Marie-Christine Burricand pour le réseau *Faire Vivre et Renforcer le PCF*



Il y a 10 ans, les français bousculaient le monde politique et médiatique, les élites technocratiques, dérangeaient les plans du patronat en votant à 55 % NON à la Constitution européenne. C'étaient les ouvriers, les employés, les quartiers populaires qui avaient fait la force du NON et en faisait un vote un vote de classe. JA Vénissieux par exemple, le NON atteignait 70 %.

Depuis le passage à l'euro, les yeux s'étaient ouverts sur cette Union européenne qui n'avait rien à voir avec l'amitié entre les peuples et se révélait bien être l'arme du patronat contre le monde du travail.

Le PCF a joué un rôle fondamental dans la bataille pour le NON et j'ajouterais que la position de la CGT, venue de la base, a fortement aidé la victoire.

Mais cette bataille du PCF était en même temps marquée par les contradictions, pour le Non mais pour la construction européenne, pour le NON mais pour la monnaie unique, pour le Non mais pas pour la nation avec cette illusion d'une Union européenne à transformer, le complexe national, l'engluement dans le PGE.

Tout cela avait conduit "Faire Vivre et Renforcer le PCF" à sortir son propre appel qui avait recueilli plus de 2000 signatures. Cet appel n'a pas pris une ride !

Beaucoup s'imaginaient alors qu'une nouvelle ère allait s'ouvrir pour la lutte des classes et un espace s'était effectivement créé.. Cet espoir s'est heurté à l'élection de Nicolas Sarkozy, mais aussi aux contradictions de la gauche de la gauche et du PCF, confirmant dans un reniement de son histoire l'idée que le changement ne pouvait plus se gagner qu'au plan européen, voir mondial, abandonnant donc la nation comme terrain essentiel de la lutte des classes et vendant au peuple une chimère à laquelle celui ci à juste titre ne croit pas.

La suite est connue, c'est la trahison de la représentation politique qui permet à Sarkozy de faire adopter le traité au parlement malgré le vote des français. En Irlande, le peuple était convié à revoter jusqu'à fournir le bon vote pour les décideurs européens et le patronat. Nous étions alors entrés dans une nouvelle ère, celle où les diktats de la Commission européenne et les lois des traités européens valent plus que le vote des peuples, c'est à cela que sont confrontés les grecs.

Faut-il s'étonner dans ces conditions que les peuples perdent confiance en leurs élus, qu'ils n'aillent plus voter ? Et n'est ce pas dans cette trahison de la représentation politique et ce déni de la souveraineté populaire et nationale que le Front National fait son lit, bien aidé il faut le dire par les gouvernements successifs et les médias au service de l'argent. Jusqu'où ira la bête devenue incontrôlable? Dix ans après, nous sommes au cœur de cette guerre violente contre les peuples et l'Union Européenne apparaît pour

ce qu'elle est, le bras armé du capital contre les peuples.

Tout ce sur quoi nous alertions s'est réalisé: Désindustrialisation, casse des solidarités et droits des travailleurs, casse des services publics et partout la guerre pour détruire les nations en Afrique, en Palestine, en Europe notamment avec l'Ukraine...Il s'agit toujours de libérer des nouveaux territoires pour les marchés en balayant les limites qu'avaient pu imposer les luttes populaires.

L'Ukraine est exemplaire parce que l'Union Européenne y fait le choix du fascisme et de la guerre pour servir les oligarchies en complicité avec les Etats-Unis contre la Russie qui doit être diabolisée et servir de repoussoir.

Oui les communistes ukrainiens, les peuples du Donbass ont besoin de notre solidarité! L'attitude du gouvernement français qui consent et entretient ce renouveau fascisme au cœur de l'Europe s'apparente à ceux qui en 1938 ont dit plutôt Hitler que le Front populaire!

C'est à cela qu'il faut rattacher le fait que François Hollande ait comparé le FN à un tract du PCF des années 1970, jugé superflu de se rendre en Russie pour les cérémonies du 9 mai 1945, refusé d'inclure un communiste dans les résistants du Panthéon.

Il n'y a ni accident de langage, ni incompetence, ni hasard. Ils ont besoin de rayer de la carte et de l'histoire le communisme et le socialisme pour imposer cette démocratie d'apparences qui nie la lutte des classes, pour asservir le peuple, en négation de toute notre histoire.

Soyons à l'offensive sur cette question du communisme comme sur la Nation. Celle-ci est attaquée par le haut avec l'Union européenne et par le bas avec la réforme des collectivités territoriales qui installe la mise en concurrence libre et non faussée des territoires avec les euros régions et métropoles alors que les communes sont dévitalisées.

Le grand marché est ouvert pour en finir avec la Nation et l'égalité de traitement républicaine. Aujourd'hui, départements, régions, métropoles et communes peuvent être redécoupées, y compris au-delà des frontières nationales sans que les peuples soient consultés.

Nous ne croyons ni à une autre mondialisation, ni à l'Europe sociale. L'Union Européenne est un empire qu'il faut faire tomber. Oui nous avons besoin de luttes nationales en France, en Espagne, en Grèce ...qui bousculent l'Union Européenne jusqu'à créer une situation nouvelle qui bouscule l'UE. Et nous avons besoin autour de ces luttes d'un grand élan de solidarité internationale entre peuples et nations souveraines.

Continuons la bataille pour les 4 sorties: sortie de l'euro, de l'UE, de l'Otan et du capitalisme. Ce rassemblement est un moment de cette bataille qui doit nous donner de la force.

Discours de William Roger pour le *Rassemblement des Cercles Communistes*



Chers amis, chers camarades,

Nous sommes réunis ce jour, 30 mai 2015, à proximité de l'Assemblée Nationale, **pour célébrer une victoire, dénoncer une forfaiture, et renouveler un engagement.**

1. Nous sommes réunis pour **célébrer une Victoire du mouvement ouvrier et populaire** : il y a 10 ans, le 29 mai 2005, par référendum, 54,67% des votants rejetaient le « Traité établissant une Constitution pour l'Europe », communément appelé TCE.

13 ans après l'échec du Non au référendum du 20 septembre 1992 contre le Traité de Maastricht, qui n'avait été perdu que d'une courte tête, le peuple gagnait ainsi cette seconde manche.

Cette victoire montrait le mûrissement de la conscience populaire face au mythe européen construit au nom de la paix depuis des décennies, cette victoire montrait l'effritement du mythe de « l'Europe sociale », dont la bourgeoisie et ses porte-voix de droite et de gauche n'avaient eu de cesse de nous rebattre les oreilles depuis des décennies. Cette victoire exprimait la réaction de classe face à la casse sociale, aux licenciements, aux délocalisations, au dumping social, face à la machine à exploiter en commun qu'a été depuis le début le « marché commun », la CEE (communauté d'exploitation européenne), l'Union Européenne espace où la concurrence doit être « libre et non faussée » selon les termes fameux du Traité constitutionnel rejeté.

Ce vote du 29 mai 2005 a constitué une gifle magistrale à la classe dominante, à ses relais et agents – partis politiques, médias, syndicats patronaux et syndicats ouvriers réformistes ; les européistes en étaient convaincus : la question soumise à référendum obtiendrait la bénédiction de la population approuvant ceux qui sont qualifiés pour la guider.

Les mois qui précédèrent le vote, le Traité constitutionnel européen fut lu, commenté, analysé, une culture juridique partagée s'est déployée un peu partout : sur les lieux de travail, sur les marchés, en famille, sur l'Internet, etc. Les « citoyens ordinaires », quelquefois regroupés dans des organisations militantes ou aidés par celles-ci,

ont affirmé une capacité à comprendre le sens du texte et celui-ci a été rejeté, et ce, malgré le « gratin » de la politique et les médias dominants qui s'exprimaient, à plusieurs voix certes, mais dans le même sens, et qui nous avaient répété pendant plusieurs mois, sans discontinuer, une propagande puissante, selon laquelle la seule réponse censée était le oui.

En s'emparant du débat, la classe ouvrière en particulier a fait preuve d'une grande maturité, balayant notamment ceux qui, soit avec des arguments droitiers soit avec des arguments gauchistes, réduisent la lutte de classe à une stricte lutte économique de l'ouvrier contre son patron, l'empêchant de se saisir des questions politiques, des questions de contexte politique, juridique, institutionnel dans lequel se déroule notre combat.

Le vote NON du 29 mai 2005 a clairement été un vote de classe : 81% des ouvriers ont voté NON, 79% des chômeurs ont voté NON, quand 62% des cadres ont voté OUI. Denain dans le Nord, ville martyrisée par la fermeture de la sidérurgie, ville au revenu fiscal de référence le plus bas de France, a voté à 75% pour le NON ; tandis qu'à Neuilly sur Seine on votait à 82% pour le OUI.

2. Nous sommes réunis aussi aujourd'hui **pour dénoncer une forfaiture**, et c'est le sens de notre présence près de l'Assemblée Nationale parjure, près de ce lieu qui est, nous dit-on, le lieu de l'expression de la démocratie.

En effet en février 2008, le Parlement (c'est-à-dire les députés mais aussi les sénateurs), réuni en Congrès, a ratifié par une très large majorité le Traité à peine retouché que le peuple avait pourtant rejeté 3 ans plus tôt. La démocratie dite représentative s'essuyait ainsi les pieds sur la démocratie directe. La souveraineté du peuple méprisée, bafouée, niée ! Parlementaires de l'UMP, du Centre et du PS confondus, tous aussi « républicains » les uns que les autres, ont choisi d'effacer d'un trait de plume le vote du peuple le 29 mai 2005. Les résistants ne furent qu'une minorité.

Cette opération consistant à faire revenir par la fenêtre un Traité chassé par la porte a été l'œuvre de Sarkozy, alors président UMP de la République, et de Hollande, alors Première secrétaire du Parti Socialiste. On se souvient que les deux hommes avaient posé symbolique-

ment ensemble à la Une de Paris Match le 15 mars 2005, à la veille du Référendum. 3 ans plus tard, ils s'entendent pour rafistoler le Traité rejeté par le peuple et le faire adopter par des élus qui trahissent ainsi le vote du peuple. Rafistolage, car l'opération lifting consiste par exemple à retirer la mention de la « *concurrence libre et non faussée* » parmi les objectifs de l'Union, sous prétexte que la concurrence est un moyen et non un objectif ; hypocrisie et tartufferie... pour nos grands « démocrates », tout est bon pour essayer de faire passer la pilule en douceur.

Notons tout de même, sur ce point, que le protocole n° 6 annexé au nouveau traité adopté par la voie parlementaire en 2008 rappelle que « *le marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 3 du traité sur l'Union européenne* » (c'est-à-dire dans l'article définissant les objectifs de l'Union) « *comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée* », et que, à cet effet, l'Union « *prend, si nécessaire, des mesures dans le cadre des dispositions des traités* ». La dictature européenne n'a pas cédé un pouce et son arsenal réglementaire est en place.

Le nouveau Traité – dit Traité de Lisbonne, entré en vigueur depuis décembre 2009 – a renforcé l'Union Européenne pour annihiler toute velléité de changement dans les pays membres qui irait contre l'intérêt des puissants. La France devient engagée par des traités juridiquement contraignants aux termes desquels elle s'interdit explicitement de mener une politique indépendante et accepte de se soumettre au verdict des décisions communautaires. La déclaration 17 relative à la primauté, annexée à l'Acte final du traité de Lisbonne, précise explicitement que « *les traités et le droit adopté par l'Union sur la base des traités priment le droit des États membres* ». Il s'agit bien d'un carcan, d'une camisole de force, que la bourgeoisie capitaliste a jeté sur le peuple travailleur.

Ce carcan s'est encore renforcé avec le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (le TSCG), communément appelé « *pacte budgétaire européen* », qui est entré en vigueur en janvier 2013, et avec ce qui lui était lié et qui est sa mise en œuvre, à savoir la « *règle d'or budgétaire* » adoptée en France par le Parlement en novembre 2012, y compris par ceux qui n'avaient pas voté la ratification du pacte budgétaire et qui se renièrent à cette occasion.

Étape après étape, la bourgeoisie cherche à nous soumettre et a à sa disposition pour cela l'Union Européenne et son arsenal juridique. Après les élections législatives en Grèce, Jean-Claude Juncker, président de la Commission de l'UE, a traduit l'esprit de l'intégration

européenne en confirmant crument la fin de la souveraineté des peuples : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » - entretien au Figaro (29 janvier 2015), rappelant une fois de plus que l'UE n'est pas réformable parce qu'elle est par nature une construction juridique et institutionnelle destinée à empêcher le peuple travailleur à décider par lui-même de son avenir, une construction destinée – pour reprendre le mot célèbre de Lénine – à « *étouffer en commun le socialisme en Europe* », comprendre par là : « *à étouffer la perspective révolutionnaire* ».

3. Nous sommes donc réunis ici aussi **pour renouveler un engagement**, celui pris en 2005 au moment de la bataille pour le Non : l'engagement de poursuivre cette bataille aujourd'hui, pour la souveraineté populaire, pour la sauvegarde des intérêts vitaux de la classe ouvrière et des larges couches populaires victimes de la marche à la guerre économique, pour la paix. Le Non est en ce sens d'une actualité brûlante.

Un sondage ces jours-ci nous indique que si le vote de 2005 avait lieu aujourd'hui, les Français seraient encore plus nombreux à dire NON : 62% des électeurs qui étaient en âge de voter en 2005 diraient NON, soit 7 points de plus. Le fruit amer de l'expérience.

Il faut organiser et préparer la rupture avec l'Union Européenne, avec sa monnaie l'euro, avec ses alliances militaires, que ce soit l'Otan ou l'embryonnaire Agence Européenne de Défense.

La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées. Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, dans la libre administration des hommes et des femmes sur leurs ressources et le respect absolu de la non-ingérence dans les affaires internes des pays, nations et peuples souverains.

Ce combat-là, anticapitaliste dans son essence, n'est pas, quant au fond, une lutte nationale, même si elle en revêt inévitablement cependant la forme puisque la nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple, c'est à ce niveau que les conquêtes sociales ont été réalisées et qu'elles peuvent être les mieux reconquises et garanties. En ce sens, notre combat n'a rien de commun avec celui du FN ou des autres secteurs de la bourgeoisie dite souverainiste.

Le FN propose une sortie de l'euro et une critique de l'UE qui exprime le point de vue des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du

capital financier français qui veulent contrôler et diriger l'Union Européenne à la place de l'Allemagne. Une « France forte dans une Europe forte » tel est leur slogan, qui ne signifiera que des larmes et du sang pour les travailleurs. Il faut noter dans ce cadre-là que le capital français n'a pas totalement abdiqué et cherche parfois à utiliser les USA pour "rééquilibrer" le rapport des forces dans certains domaines avec l'Allemagne, comme l'a montré l'affaire du rachat du français Alstom par l'américain Général Electric contre l'allemand Siemens. En outre, le complexe militaro-industriel français est entrain de plus en plus de jouer le rôle pilote de l'économie en France, comme le montrent les ventes militaires qui orientent de plus en plus ouvertement la politique extérieure de l'impérialisme français. C'est là un atout de l'impérialisme français que n'a pas encore l'Allemagne.

Au contraire donc des fascistes et autres souverainistes de droite qui sont en fait les porte-paroles d'une France impérialiste, notre « France » à nous est la France du peuple travailleur, classe ouvrière devenue aujourd'hui multicolore, multiculturelle et multireligieuse, qui combat pour sa souveraineté, son unité de classe et l'égalité entre toutes les Nations et tous les peuples, dans une perspective de coopération au-delà des frontières (et pas simplement d'ailleurs dans un « cadre européen » qui n'est pas l'unique espace de la coopération internationale).

Chers amis, chers camarades,

Depuis l'effondrement du camp socialiste dirigé par l'URSS, le monde n'a jamais été aussi instable, et les pays du camp capitaliste occidental s'enfoncent dans la 'crise' (crise de valorisation du capital), paupérisant des couches de plus en plus importantes de travailleurs, la génération actuelle des peuples de l'Union Européenne ayant un niveau de vie plus bas que celle de nos parents, pour la première fois depuis 1945. Il est vrai que la digue de protection des droits et des acquis des travailleurs a sauté avec le Mur de Berlin et que le Capital, revigoré, veut reprendre tout ce qu'il a cédé pendant la période de « l'équilibre stratégique » entre le capital et le travail, entre 1945 et la fin des années 1980. La « construction européenne », c'est-à-dire le processus de création d'un marché commun intégré favorisant l'expansion des monopoles capitalistes des pays du centre du système, contre les travailleurs de toute l'Europe et les peuples des pays dominés, n'est qu'un projet totalitaire qui étouffe la liberté des peuples au nom de la liberté des capitalistes, qui crée des inégalités entre les peuples au nom de l'égalité des droits des exploités.

Bien loin d'être l'homogénéisation des conditions de vie, l'Europe, c'est l'homogénéisation des conditions d'exploitation, la sauvegarde en tout lieu tout moment d'un bon taux de profit pour les capitalistes, avec cure d'austérité pour tous pour rétablir ce taux de profit en cas de besoin. **L'Union Européenne, c'est une machine de guerre pour broyer les peuples et les nations, un rouleur compresseur pour laminer nos vies et nos emplois, une arme de destruction massive de tous nos acquis sociaux !**

L'Union Européenne n'est pas la 'maison commune' des peuples, c'est la 'maison commune' de la bourgeoisie.

Le RCC (Rassemblement des Cercles Communistes) se bat pour la sortie de la France de l'Union Européenne. Les travailleurs ont intérêt à ce que leurs adversaires soient divisés et non unis, que le cartel des bourgeoisies européennes soit le plus faible possible. De même les peuples du Tiers-Monde ont tout intérêt à avoir en face d'eux, non pas un seul bloc impérialiste ou un seul bloc de puissances impérialistes, mais un adversaire divisé entre plusieurs états impérialistes, voire un adversaire affaibli qui laisse le champ libre à des concurrents capitalistes indépendants en contradiction avec les grandes puissances impérialistes, comme sont les BRICS aujourd'hui.

Tout pas supplémentaire dans le renforcement de la construction européenne – constitution commune, monnaie unique, armée commune embryonnaire – ajoute une difficulté supplémentaire aux travailleurs d'Europe confrontés à un adversaire qui renforce son pouvoir, et cela éloigne la perspective d'un changement révolutionnaire de société dans chaque pays. Or c'est à un tel changement qu'aspirent – certes encore confusément – des millions de nos concitoyens qui se détournent aujourd'hui de la vie politique et en particulier des forces politiques qui incarnent la soumission aux diktats du capital. Comme en 2005, pour redonner des perspectives d'avenir, des perspectives progressistes d'une société libérée du capitalisme, il faut lever les obstacles institutionnels que les travailleurs ont devant eux, et cela commence par se libérer des traités qui, étape après étape, sont venus museler le peuple de France, limiter sa souveraineté. Pour cela, nous devons exiger un référendum pour la sortie des Traités. Nous devons exiger, à ceux qui n'ont que le mot « démocratie » à la bouche, que la démocratie directe s'exerce, et qu'ainsi la souveraineté populaire soit rétablie. En 2015 comme en 2005, continuons le combat !

Discours de Georges Gastaud pour le *Pôle de Renaissance Communiste en France*



Citoyens et camarades,

Nous sommes ici, réunis à deux pas d'un Parlement félon, pour rappeler une grande victoire populaire et pour fustiger le viol institutionnel qui a aussitôt prétendu l'annuler :

• **La victoire**, c'est celle du peuple français, qui en refusant à 55% la prétention de l'UE de se constituer en Etat supranational, s'est prononcé pour *continuer la nation* et refuser l'institution d'un Empire européen tourné contre les peuples. La victoire du 29 mai 2005, ce fut avant tout celle de la classe ouvrière puisqu'alors, 80% des ouvriers et 62% des employés ont refusé l'euro-constitution et à travers elle, la mortifère U.E. du capital. Déjà en 92, la majorité des ouvriers avaient voté Non à Maastricht à l'appel du PCF de Georges Marchais et de la CGT d'Henri Krazucki.

• **Le viol institutionnel en revanche**, c'est celui qu'ont fomenté ensemble le faux gaulliste Sarkozy et le pseudo-socialiste Hollande. Ces deux piliers du *Parti Maastrichtien Unique, le seul « PMU » où le peuple perd à tous les coups*, ont en effet adopté au parlement un ersatz du TCE retoqué par le peuple. L'actuel président et son prédécesseur, qui n'ont cessé de violenter Marianne tout en usurpant le beau mot de « républicains », se sont donc à jamais **dé-lé-gi-ti-més**. Non moins illégitimes les députés qui, en adoptant le traité de Lisbonne et le Pacte budgétaire, ont transformé l'Assemblée nationale en un théâtre d'ombres « médéfiennes », berlinoises et américaines. Quant au « parlement européen » qui sert de cache-sexe coûteux aux viols des référendums français, irlandais, danois, hollandais, nous constatons avec joie que dans toute l'Europe, les citoyens le **boycottent** massivement.

• **Mais cela d'autres ici l'ont dit avant moi**. Je veux surtout fustiger ce jour, au nom du PRCF, les doux agnelets qui, le 29 mai 2005, ont « accompagné » le viol UMPS de Marianne au son pseudo-critique de leurs violons « euro-constructifs ». J'ai nommé les dirigeants français du *Parti de la Gauche Européenne* en tête, qui au soir du référendum, expliquaient à la télé – *tenez-vous bien !* – que les électeurs du Non avaient mandaté Chirac pour... *renégocier la constitution européenne !* Alors que le couple « Sark-Holland », qui avait milité *bras dessus-bras dessous* pour le Oui venait de perdre la face, alors qu'il fallait profiter de l'élan du 29 mai pour appeler à sortir de l'UE, les dirigeants de la gauche euro-constructive et « prolo-destructive » ont obligeamment indiqué à Chirac l'issue de secours pour eux et pour l'UE : sous le nom de « renégociation », il suffirait à Sarkozy secondé par le PS, de sortir des cartons un « autre traité », pour une « autre

Europe » dans le cadre d'une « autre mondialisation » assortie d'un nouveau capitalisme ripoliné et assagi !

• **Aujourd'hui, les faits sont là** : le peuple français a été *dé-constitué* par le viol de sa souveraineté nationale. Subrepticement, la nation française a été politiquement dissoute. Quand, préférant les rassemblements « rouge-Marianne » au drapeau clérical de l'U.E. et au hideux rassemblement bleu marine, nous appelons aux « trois sorties » : *sortie de l'euro, sortie de l'UE et sortie de l'OTAN* et nous appelons à faire de ces trois sorties la piste d'envol d'une quatrième sortie, la rupture avec le capitalisme ; du même geste, nous appelons à *reconstituer la France*, à reconstruire notre pays malade de la prétendue « construction » européenne aggravée par la mise en place du Pacte transatlantique verrouillé par l'OTAN.

1 - La France à la découpe

Car la « construction » européenne n'est rien d'autre que la balkanisation, que la désintégration euro-atlantique des Etats d'Europe, Etats-nations mais aussi Etats multinationaux hérités de l'histoire, *URSS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie*, et bientôt peut-être, *Belgique, Espagne et Royaume désuni*, sans parler de notre pays dépecé en euro-régions. **Regardons**, chers amis, le peuple grec martyrisé, regardons les peuples italien, portugais, espagnol, plongés dans la jungle sociale !

Regardons les ex-pays socialistes de l'Est redevenus des néo-colonies germano-américaines !

Regardons notre pays malade des discriminations, du chômage de masse, de la précarité, de la division savamment cultivée entre actifs et chômeurs, entre salariés de diverses origines, entre travailleurs du privé et salariés du public !

Regardons ce qu'impliquent le maudit euro, la maudite « dette souveraine » en termes de délocalisations industrielles, de casse des retraites, des salaires, des indemnités chômage, des aides au logement, des remboursements Sécu, de l'Education nationale, de l'hôpital public, de la SNCF et j'en passe.

Regardons ce que signifie, au nom des métropoles, la paupérisation totale des communes !

Ecoutons ce que signifie la mise à mort du français et des autres langues d'Europe à l'appel du président allemand qui appelle toute honte bue les Européens à abandonner leur langue maternelle, pour adopter le tout-anglais transatlantique !

Regardons toutes ces ingérences porteuses de guerres exterminatrices que l'UE-OTAN en pleine ruée vers l'Est veut susciter contre la Russie, dont l'Armée rouge a pourtant payé le prix principal pour vaincre Hitler ! **Regardons** ces guerres sans fin qui, sous couvert de droits de l'homme à géométrie variable, ensanglantent le Proche-Orient et l'Afrique avec le soutien permanent de l'OTAN excitée par BHL !

Regardons Fabius et Hollande, au nom de l'UE-OTAN, trouver des vertus démocratiques aux néonazis de Kiev qui interdisent le parti communiste et font brûler vifs les syndicalistes d'Odessa.

Regardons ces mouvements néo-fascistes qui dévoient le sentiment national des peuples privés de souveraineté et tournent le vrai patriotisme en son contraire, le racisme et le communautarisme intégriste, son sous-produit explosif.

Regardons cette domination arrogante de Berlin et de son suzerain états-unien qui multiplient les diktats contre les peuples du Sud, rebaptisés « PIGs », c'est-à-dire les « cochons » ! *C'est la rage au cœur que le fils de résistant que je suis* constate que le ministre allemand Schäuble n'a essuyé aucune riposte de l'Élysée quand il a appelé, je cite, à « **réformer la France de force** »... Car en attendant, si le vent tournait en sa faveur, de jouer sa propre carte impérialiste en Europe sous l'aile de l'UM' Pen, l'oligarchie hexagonale frappée à la fois de xénophobie et d'auto-phobie nationale, rampe devant Berlin pour liquider ICI les acquis du CNR, comme l'y incite le manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire...*

Non, amis et camarades, l'UE n'est pas un cadre anodin qu'il faudrait « remettre sur les rails » de la démocratie ; pur produit de la guerre froide anticommuniste, **l'UE atlantique est un carcan contre-révolutionnaire aux mains des financiers, un dispositif fascisant d'entente des forts contre les faibles** : car à mesure que les peuples signifient leur rejet massif aux eurocrates, la tentation de « passer en force » saisit nos prétendues élites, qui misent sur l'OTAN et sur la *gendarmarie européenne* pour écraser les peuples quand, à bout de patience, ils finiront par s'insurger, comme les y a appelés le PAME du haut de l'Acropole.

II – Eventer le mensonge de l'Europe sociale

Il est donc lamentable que, s'alignant sur la social-démocratie et sur ses supplétifs gauchistes, dont les *Etats-Unis d'Europe* sont l'inusable slogan, et que, oubliant l'éclair de lucidité d'un Robert Hue déclarant que « *la monnaie unique est antinomique de progrès social* », nombre de dirigeants de l'ainsi-dite « gauche radicale » continuent de braver l'expérience populaire en prétendant qu'il est possible de *réformer et de démocratiser* l'UE. En réalité, chers amis, **l'UE sera sociale le jour où l'OTAN substituera aux B.52 le traîneau du Père-Noël** et où, touchés par la grâce, *Frau Angela*, suivie des banquiers de la *City*, des anticommunistes baltes, du xénophobe Orban, des chasseurs de sorcières de Varsovie et de la très reptilienne social-démocratie pari-

sienne, décideront soudain d'interdire les *contrats zéro heure* à Londres, de proscrire les *boulots à 1 euro* à Berlin et de secourir enfin les 20 000 migrants africains disparus en Méditerranée (*200 fois plus de morts qu'il n'y en eut pendant toute l'époque du Mur de Berlin* !). Oui, cette Europe sera « sociale » quand on verra M. Juncker, le n°1 bruxellois, fermer les paradis fiscaux qu'il a si bien organisés quand il dirigeait le Luxembourg...

En réalité, le mot d'ordre d'Europe sociale paralyse nos luttes. Il soumet nos syndicats à la C.E.S., ce *machin* chargé par Bruxelles d'accompagner « socialement » l'euro-austérité. Pire encore, **ce mot d'ordre coupe notre classe ouvrière de ses traditions patriotiques de défense du *pro-duire en France* et de l'indépendance nationale**. Et pendant que les états-majors euro-formatés célèbrent le prétendu « service public européen », c'est le couple mortifère constitué par le FN et par l'intégrisme religieux qui contaminent la jeunesse populaire désemparée. Quelle différence avec l'époque où, à l'appel des *Communards* défendant Paris contre Bismarck, ou au temps du PCF créant les FTP et les FTP-MOI, notre classe ouvrière, immigrés inclus, arborait à la fois le drapeau rouge orné des outils et le drapeau tricolore de *Carmagnole-Liberté* !

Avec le slogan de l'Europe sociale, c'est, pour les travailleurs, la soumission assurée, car ce mot d'ordre *social-impérialiste* nous contraint, même pas au réformisme traditionnel, mais à l'accompagnement rosâtre, ou plutôt jaunâtre et « chéréquien », des **contre-réformes** dictées par l'oligarchie euro-atlantique.

III - Le sens révolutionnaire des quatre sorties

C'est au contraire le mot d'ordre franchement prolétarien et fièrement républicain des « quatre sorties », ***sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN***, avec en prime – pour nous communistes – la sortie du capitalisme et de la marche au socialisme, qui permettra au monde du travail de s'affranchir de la tutelle des bobos, de la C.E.S. et des démagogues en blazer bleu-marine. **Il y a en effet un lien d'essence entre la lutte pour l'indépendance nationale et la reconquête de l'indépendance des ouvriers par rapport à toutes les fractions bourgeoises**. Reprendre en main le drapeau des Sans Culottes, ce drapeau qu'ont trahi les eurocrates et qu'a sali Le Pen, c'est le bon moyen pour remettre les travailleurs pour redynamiser la marche au socialisme, en prouvant que **le grand capital détruit la nation alors que notre classe veut la sauver en la régénérant**.

Si en effet, à l'initiative des ouvriers, des communistes et des forces franchement républicaines, un large bloc populaire réactualisant les principes du CNR, associait à nouveau, contre l'UE, les idées de progrès social, de souveraineté, de coopération internationale, de nationalisations, de reconstruction des acquis sociaux, des services publics et du *pro-duire en France*, bref, le projet fédérateur d'une République sociale, souveraine, laïque, fraternelle, hérité de la Commune, alors oui, **l'initiative sociale et politique changerait**

de camp !

Et si notre pays prenait l'initiative, y compris unilatérale au début, de sortir de l'UE-OTAN, alors ce serait, pour le plus grand bien des travailleurs d'Europe, une crise majeure de la domination capitaliste en Europe ; cela électriserait partout l'Europe des luttes, et cela créerait les prémices d'une crise révolutionnaire que les vrais progressistes n'ont pas à redouter, tant c'est au contraire la triste résignation actuelle qui est mortifère.

C'est au contraire **s'il reste dans l'euro et l'UE que notre peuple ne s'en sortira pas, c'est s'il n'en sort pas par la porte à gauche qu'il « y restera »**. C'est pourquoi, dans les conditions actuelles qui diffèrent fort de celles de 1945, le but final du *Front antifasciste, populaire et patriotique* que résume le sigle « FRAPP ! » n'est ni un compromis historique avec le capital ni une étape visant à ajourner le socialisme. C'est au contraire un ferment révolutionnaire décisif puisque **la domination capitaliste actuelle passe par la dissolution des nations et que l'action pour les reconstituer sur des bases progressistes ne peut que mettre au premier plan le monde du travail.**

IV- La signification rassembleuse de notre action

Pour cela, il faut combattre l'émiettement des forces communistes, ouvrières, républicaines, qui est le triste héritage de l'implosion contre-révolutionnaire qui prédominait dans les années 80-90.

Et tout d'abord, unir les communistes ! Refusant les auto-proclamations grotesques, allons ensemble aux entreprises sur la base des *quatre sorties* et préparons par un travail pratique, fraternel, bienveillant, l'unité idéologique qui permettra le jour venu la renaissance du vrai parti communiste sans exclure un camarade, où qu'il soit organisé, dans le PCF ou hors du PCF actuel. Ensemble parlons aux métallos, aux cheminots, aux enseignants, aux hospitaliers en lutte, sans oublier les étudiants et les jeunes des quartiers.

Unir, ensuite, les syndicalistes de classe en cessant d'ériger des barrières entre les communistes, expression politique de la classe ouvrière, et les syndicalistes rouges, émanation sociale de la même classe. Honneur aux syndicalistes de classe qui rament à contre-courant pour le « tous ensemble » sans lequel le monde du travail perdra jusqu'au dernier acquis. N'oublions pas qu'en 43, la CGT de Frachon a apporté sa contribution décisive au programme du CNR « Les Jours heureux » ; car l'indépendance syndicale n'a rien à faire de l'apolitisme hypocrite, elle nécessite surtout que nos luttes brisent s'émancipent du syndicalisme européen d'accompagnement.

Unir enfin, les vrais républicains qui rejettent le FN et qui, comme nous, veulent sortir la France de l'euro, de l'UE et de l'OTAN. Face aux contrefaçons qui pullulent, les communistes fidèles à A. Croizat et à Manouchian, que les socialistes fidèles à Jaurès, les patriotes qui préfèrent la *France libre* à la sanglante Françafrique, les républicains fidèles à

Jean Moulin, doivent se parler sans retard. Communistes, nous savons que la classe ouvrière est au cœur de la nation laïque dans sa diversité, que nous devons tout faire pour que les Lordon, Sapir, Todd, etc., dialoguent et agissent avec nous en surmontant la criminalisation du communisme historique, cet obstacle à l'union du peuple contre l'oligarchie.

Unir les forces internationalistes. Membre de l'*Initiative européenne anti-UE* aux côtés d'une trentaine de PC européens, le PRCF constate qu'un nombre grandissant d'organisations progressistes, en Espagne, au Portugal, etc., se prononcent désormais pour les 3, voire pour les 4 sorties. C'est seulement si les progressistes assument pleinement la lutte anti-UE que le terrain de la radicalité sera repris aux usurpateurs de l'extrême droite. **Communistes, progressistes d'Europe, unissons-nous pour sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et, le moment venu, pour sortir du capitalisme dans une seule dynamique conquérante !** Républicains non communistes, il n'y a pas de salut pour les nations d'Europe tant que les vrais communistes, ceux qui n'ont pas bradé leurs outils pour complaire au PS, continueront d'être exclus du débat, voire lynchés comme nos camarades d'Ukraine. **Sans la renaissance du parti communiste en France, la nation s'évaporerait ;** et inversement, si les communistes rechignent à marier le combat de classe au patriotisme républicain, comme surent le faire Thorez et Duclos en 36, alors, ils seront marginalisés et le monde du travail connaîtra un nouvel esclavage.

V - Débattre et fédérer ; décembre 2015

C'est dans cet esprit que nous débattons avec un maximum de démocrates comme cela vient d'être le cas à Grenoble avec François Ruffin et comme ce sera prochainement le cas à Paris au café hyper-républicain de JL Pujol. Et comme la renaissance de la France est inséparable de la renaissance communiste, le PRCF verse au débat l'idée d'un *meeting ou d'un débat commun*, pourquoi pas à la Mutualité, en décembre 2015, pour fêter à la fois le 95^{ème} anniversaire du congrès de Tours et le 20^{ème} anniversaire des grèves de 95, premier affrontement national entre les travailleurs et l'UE de Maastricht.

Amis et camarades,

Notre mouvement s'appelle les **Assises** du communisme. Mais quand on voit notre pays *couché* devant les diktats de l'UE, quand on voit le FN parader devant les usines et les intégristes réseauter les quartiers, quand on voit en sens inverse les progressistes euro-critiques progresser en France et en Europe, l'heure n'est sûrement pas à... *rester assis !* Alors, **debout les communistes et les syndicalistes de classe, debout les vrais républicains**, « tirons » ensemble pour que notre pays sorte de l'UE-OTAN et faisons d'une pierre deux coups : **en rendant sa liberté à la France, rendons son élan révolutionnaire au mouvement ouvrier.** Résistons avec les communistes et les vrais progressistes ! Ensemble, clamons que, *pour que reviennent des Jours heureux, il faut sortir de l'UE !* Ensemble, **brisons les chaînes de l'Union européenne !**

Discours de Charles Hoareau pour le réseau *Rouges Vifs Bouches-du-Rhône*



Rouge Vif 13 avait choisi de faire coïncider cette année l'anniversaire du journal avec la journée nationale d'action du 30 mai et de le faire dans les moulins Maurel occupés depuis 18 mois. La question des luttes et de l'union européenne était donc au centre des débats. Devant une assemblée rassemblant des boîtes en lutte (NEXCIS, TOTAL, HOPITAUX, CARREFOUR, Réparation navale, SNCM, Agroalimentaire, FILPAC...) mais aussi des associations de quartiers populaires (Marseille résistance, ...) et les collectifs de solidarité (collectif femmes CGT, BDS, George Ibrahim Abdallah, MOSOURPA, Diawara...) et d'autres organes de presse (Fakir, La Marseillaise, Le Ravi...).

A l'ouverture de la fête, l'orateur rappelait à l'assemblée les étapes franchies depuis 15 ans : la création de Rouge Vif par des militants actuels ou anciens du PCF, rejoints par la suite par des personnes dont c'était le premier engagement politique, puis la création du site et son rôle non seulement dans le soutien aux luttes (ce qui est la moindre des choses) mais aussi dans la diffusion d'idées porteuses de perspectives. Et d'énumérer

« - A quoi on sert si quand on soutient la lutte des TOTAL on ne dit pas en même temps qu'il faut nationaliser ?

- A quoi on sert si dans la lutte de la centrale ou de NEXCIS on ne pose pas la question d'un service public de l'énergie véritablement géré par la nation et non par un appareil d'état qui appliquerait la même politique qu'une entreprise capitaliste ?

- A quoi on sert si dans la lutte des hospitaliers on ne dit pas qu'il faut mettre la santé et l'éducation au cœur des choix politiques comme l'a fait par exemple Cuba, pourtant petit pays pauvre et aux besoins immenses, qui consacre plus de 70% de son budget à ces secteurs ?

- A quoi on sert si on ne pose pas en permanence les questions de la solidarité internationale comme la Palestine, si on ne dénonce pas le scandale de la vente d'avions à l'Arabie saoudite ou le Qatar en disant avec force qu'on ne peut pas assurer une prospérité partagée en s'appuyant sur le commerce du sang

- A quoi on sert si on ne crie pas le refus du retour des guerres coloniales ? (...) »

Autre temps fort de l'intervention, la question de l'UE et du mythe de l'Europe sociale.

Il s'appuyait, pour dire qu'il était possible d'en finir avec le capitalisme, sur des exemples puisés dans le monde comme

celui des pays d'Amérique latine qui n'avaient pas cherché à rendre social l'ALENA puis l'ALCA, mais qui ont créé l'ALBA donnant ainsi au monde un exemple de coopérations nationales qui ne privent pas les peuples de leur souveraineté.

Il donnait aussi l'exemple du gouvernement Morales qui, voyant la crise mondiale arriver, au lieu de prendre des mesures d'austérité, au contraire avançait l'âge de la retraite à 58 ans ce qui est de fait une augmentation des salaires et un formidable levier pour la création d'emplois. Il terminait pour conclure par les mots suivants : « Tout en prenant en compte les tâtonnements, les erreurs de l'histoire, tout ce qu'il faut réinventer sans modèle, sans certitudes carrées mais avec l'espoir chevillé au corps, nous disons, à la suite de Vaillant Couturier, le communisme est la jeunesse du monde. »

Dans le débat qui a suivi, Frédéric Alpozzo, secrétaire général du syndicat CGT de la SNCM déclarait : « qu'est-ce qu'a fait la gauche de la victoire du NON ? On a perdu 10 ans ! Pourquoi avoir peur d'avoir le débat sur la sortie de l'euro ? » et de prendre l'exemple des travailleurs détachés pour lesquels l'union européenne a fait rentrer par la fenêtre la circulaire Bolkestein que le peuple avait fait sortir par la porte. Et quand il déclarait qu'il fallait abroger cette circulaire (ce qu'aucune force parlementaire ne réclame plus) il était approuvé par ses collègues à la tribune, Serge Bodrero secrétaire général CGT d'Air France Marseille Marignane et Rim Hidri qui ajoutait la nécessité d'instaurer un protectionnisme de progrès social, s'appuyant pour cela sur l'exemple de sa lutte des Fralib et la volonté d'UNILEVER de vendre en France du thé produit par des travailleurs polonais payés 3 fois moins que des travailleurs de France.

Les questions de la sortie de l'OTAN et du rôle de la France dans le monde étaient elles abordées lors du débat sur le livre de Danielle Bleitrach et Marianne Dunlop sur l'URSS 20 ans après.

La journée a permis de sentir un consensus sur ces questions pour le progrès social il faut rendre au peuple sa souveraineté et se sortir de ces alliances impérialistes supranationales privatrices de libertés et génératrices de recul social.

Rouge Vif 13 comme toutes les composantes des Assises du Communisme appelle les travailleurs et le peuple à sortir de l'euro, de l'UE et de l'OTAN.

Pour sortir de la dictature du capitalisme

Le mouvement ouvrier et populaire doit combattre pour la sortie de la France de l'Union Européenne, de l'euro et de l'OTAN!

10 ans après la Victoire du NON au Référendum sur le Traité Constitutionnel Européen, victoire bafouée par le Parlement parjure qui a malgré tout fait adopter ce Traité, le peuple de France, et en premier lieu la classe ouvrière, continue à rejeter l'Union Européenne, cette construction impérialiste faite par et pour le capital.

L'UE supranationale, espace organisé de la « concurrence libre et non faussée », est une machine de guerre contre les salaires et les droits des salariés; elle aggrave la course au profit capitaliste et à l'exploitation par la suppression des barrières douanières en faveur du libre marché, la destruction des services publics, dans le contexte mondial de la multiplication des guerres, de la destruction d'Etats souverains, des dominations des firmes transnationales par la privatisation et la marchandisation de la santé, de l'alimentation, de l'environnement, qui marquent la vie des travailleurs sur toute la planète.

L'UE n'est en réalité que la forme supranationale libérale de la mondialisation capitaliste sur le sous-continent européen. Il faut sortir de cette « prison des peuples », il faut briser l'alliance des bourgeoisies qui sont unies aujourd'hui contre les classes ouvrières.

L'Euro est l'arme du capital pour imposer que la seule variable d'ajustement soit le coût du travail, infliger l'austérité et la déréglementation sociale (salaires, retraites, droits sociaux...). On ne peut agir contre l'austérité et rester dans l'Euro. Il faut donc sortir de cette monnaie unique et inique, carcan pour des économies nationales diversifiées.

Nous affirmons l'urgence d'un processus de réappropriation de la souveraineté nationale

La Nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple. C'est à ce niveau que les conquêtes sociales ont été réalisées et qu'elles peuvent être les mieux reconquises et garanties. L'Union Européenne éloigne encore plus les lieux de décision, démembrer la nation avec les euro-régions et euro-métropoles, crée un arsenal juridique contraignant au terme duquel la France s'interdit explicitement de mener une politique indépendante et souveraine.

La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées. Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, entre nations et peuples souverains.

Elle doit sortir de l'OTAN et de tout bloc militaire spécifique-

ment européen (Agence Européenne de Défense), qui ne sont que les « bras-armés » de l'impérialisme états-unien, allemand dominants mais aussi français ou anglais pour le nouveau (re)-partage du monde.

Il y a urgence à ouvrir une réponse populaire au nationalisme, à la fascisation

Marine Le Pen est la face trompeuse d'un courant politique de fascisation qui marque tous les pays européens, des identitaires en France, jusqu'aux Nazis de l'Aube Dorée en Grèce. L'extrême droite fasciste a toujours été et est un recours ultime de la dictature terroriste du capital financier. Son discours chauvin « national-ouvriériste » a pour fonction de diviser la classe des travailleurs dans la lutte contre le capital. Les travailleurs ont tout à y perdre, alors que l'urgence est de renforcer leurs luttes, au plan national comme international, contre la mondialisation capitaliste. Contre le nationalisme, le fascisme et l'euro-atlantisme, c'est un large

Front antifasciste, patriotique et populaire qu'il faut aujourd'hui constituer pour combattre l'UE.

Les travailleurs à l'avant-garde du combat

La classe ouvrière, les salariés des entreprises en lutte ont relancé ces dernières années l'enjeu de l'appropriation sociale des fruits de leur travail, et au final, l'enjeu des nationalisations comme condition du développement industriel et de la recherche, de la relocalisation des productions, du maintien des droits sociaux. C'est dans des luttes longues et dures (Fralib, Sanofi, Psa, Goodyear, Florange, Pilpa, Veninov, Kem

One, Ford, Doux, Fraisnor, Sambre et Meuse, SNCM, Air France, SNCF...) que les salariés cherchent des leviers d'interventions à leur portée, et font émerger leurs objectifs politiques, non seulement pour leurs salaires et leurs besoins vitaux, mais contre les déréglementations dictées par l'UE et pour affirmer le rôle essentiel des travailleurs pour faire reculer la capacité du capital à spéculer et détruire les acquis du Conseil National de la Résistance (CNR).

Nous, organisations et militants des « Assises du Communisme », entendons continuer le combat pour la sortie de la France de l'Union Européenne, de l'Euro et de l'OTAN, anti-chambre et étape incontournable du combat pour la libération sociale de l'exploitation capitaliste et une véritable indépendance nationale.

Nous, organisations et militants des « Assises du Communisme » appelons les forces communistes, syndicales, démocratiques, antifascistes, antiracistes, patriotiques et les forces de paix à rejoindre le combat pour la sortie de l'euro, de l'UE et de l'OTAN.

